

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 septembre 2023

**LE FINANCEMENT
DES PARTIS POLITIQUES**

Échange de vues

Rapportfait au nom de la commission
de la Constitution et
du Renouveau institutionnel
par
M. Jan Briers**Sommaire****Pages**

Interventions des membres.....3

*Voir:*Doc 55 **3194/ (2022/2023)**:

001: Rapport.

002: Annexe: étude juridique comparative.

003 et 004: Rapports.

005: Annexe: étude de synthèse.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 september 2023

**DE FINANCIERING
VAN DE POLITIEKE PARTIJEN**

Gedachtewisseling

Verslagnamens de commissie
voor Grondwet en
Institutionele vernieuwing
uitgebracht door
de heer **Jan Briers****Inhoud****Blz.**

Betogen van de leden3

*Zie:*Doc 55 **3194/ (2022/2023)**:

001: Verslag.

002: Bijlage: vergelijkende juridische studie.

003 en 004: Verslagen.

005: Bijlage: samenvattende studie.

10156

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Özlem Özen

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Peter De Roover, Yngvild Ingels, Sander Loones
Ecolo-Groen	Kristof Calvo, Claire Hugon, Gilles Vanden Burre
PS	Khalil Aouasti, Ahmed Laaouej, Özlem Özen
VB	Katleen Bury, Joris De Vriendt
MR	Mathieu Bihet, Sophie Wilmès
cd&v	Jan Briers
PVDA-PTB	Sofie Merckx
Open Vld	Patrick Dewael
Vooruit	Ben Segers

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Christoph D'Haese, Sophie De Wit, Wim Van der Donckt, Kristien Van Vaerenbergh
Wouter De Vriendt, Guillaume Defossé, Louis Mariage, Stefaan Van Hecke
Chanelle Bonaventure, Jean-Marc Delizée, Eliane Tillieux, Laurence Zanchetta
Marijke Dillen, Dominiek Sneepe, Wouter Vermeersch
Emmanuel Burton, Michel De Maegd, Philippe Pivin
Wouter Beke, Servais Verherstraeten
N., Raoul Hedebouw
Maggie De Block, Katja Gabriëls
Melissa Depraetere, Joris Vandenbroucke

C. — Membres sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigde leden:

Les Engagés	Catherine Fonck
DéFI	François De Smet

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a consacré sa réunion du 5 juillet 2023 à un échange de vues concernant le financement des partis politiques.

Cet échange de vues fait suite aux auditions d'experts organisées le 19 avril 2023 (DOC 55 3194/003) ainsi qu'à l'audition des représentants du consortium "*We need to talk*" et du panel citoyen sur le financement des partis (DOC 55 3194/004).

Par ailleurs, en vue du présent échange de vues, les membres ont pu prendre connaissance de l'étude de synthèse des experts de la Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques (DOC 55 3194/005).

INTERVENTIONS DES MEMBRES

M. Wim Van der Donckt (N-VA) est convaincu de la nécessité de réduire le financement des partis. La N-VA a proposé de bloquer le montant au niveau de 2019 et a présenté d'innombrables amendements à la proposition de loi qui vient d'être examinée. Ces amendements ont toutefois été rejetés.

En 2013, M. Ben Weyts s'était déjà vivement opposé à la proposition déposée à l'époque, qui avait obtenu l'aval des partis traditionnels, rejoints finalement aussi par le groupe Ecolo-Groen. La N-VA, qui n'était encore qu'un petit parti à l'époque, avait épinglé les risques de dérapage liés à ce texte. Quoi qu'il en soit, la N-VA a toujours préconisé une réduction du montant de la dotation aux partis politiques.

L'intervenant estime qu'il ne faut pas oublier l'esprit de la loi initiale. La loi sur le financement des partis a en effet été introduite à la suite de scandales de corruption. Il faut éviter à tout prix que les élus et les partis ne soient tentés par la corruption.

L'intervenant met par ailleurs ses collègues en garde contre les dangers d'une réglementation excessive. Fixer dans le détail les montants que les partis peuvent dépenser ainsi que leur affectation risque d'entraîner une énorme charge administrative. Il s'agit en effet de matières difficiles à qualifier et à contrôler.

Le financement des partis peut être réduit en diminuant à la fois le montant forfaitaire alloué aux partis élus et le montant supplémentaire par vote valable exprimé.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft haar vergadering van 5 juli 2023 gewijd aan een gedachtewisseling over de financiering van de politieke partijen.

Deze gedachtewisseling wordt georganiseerd naar aanleiding van de hoorzittingen met deskundigen van 19 april 2023 (DOC 55 3194/003) en van de hoorzitting met de vertegenwoordigers van het burgerpanel *We Need To Talk* en van het burgerpanel over partijfinanciering (DOC 55 3194/004).

Voorts hebben de commissieleden met het oog op deze gedachtewisseling kennis kunnen nemen van de samenvattende studie van de deskundigen van de controlecommissie betreffende de Verkiezingsuitgaven en de Boekhouding van de politieke partijen (DOC 55 3194/005).

BETOGEN VAN DE LEDEN

De heer Wim Van der Donckt (N-VA) is ervan overtuigd dat de partijfinanciering moet worden verlaagd. De N-VA heeft voorgesteld om het bedrag te blokkeren op het niveau van 2019 en heeft talloze amendementen ingediend op het wetsvoorstel dat zopas werd besproken. Ze werden echter verworpen.

Al in 2013 pleitte Ben Weyts vurig tegen het toen voorliggende voorstel, dat de goedkeuring van de traditionele partijen en uiteindelijk ook van de Groen-fractie wegdroeg. De N-VA waarschuwde voor mogelijke uitwassen, al was de partij op dat moment nog klein. Dat neemt niet weg dat de N-VA consequent pleit voor lagere partijdotaties.

De geest van de initiële wet mag niet uit het oog worden verloren. De wet op de partijfinanciering is ingevoerd vanwege corruptieschandalen. Koste wat het kost dient te worden vermeden dat politici en partijen vatbaar zijn voor omkoping.

De spreker waarschuwt voor overregulering. Als in detail wordt bepaald hoeveel partijen waaraan mogen uitgeven, ontstaat het risico op een enorme administratieve overlast. Het gaat immers om moeilijk te kwalificeren en te controleren aangelegenheden.

De partijfinanciering kan worden verlaagd door zowel het forfaitaire bedrag voor verkozen partijen als het aanvullend bedrag per geldig uitgebrachte stem te

Le groupe N-VA continuera toutefois à s'opposer aux propositions de Groen visant à imposer un plafond aux grands partis. Chaque voix doit continuer à avoir la même valeur.

Certains experts estiment que l'État pourrait prévoir une enveloppe fixe pour les dotations aux partis politiques. Ce montant serait réparti proportionnellement entre les partis politiques élus. Cette proposition a le mérite de la clarté.

Les partis doivent dépenser leur argent "en bon père de famille". Il est logique qu'ils dépensent moins au cours de certaines années pour pouvoir dépenser davantage en période électorale. On reproche parfois à la N-VA de se constituer un empire immobilier. L'intervenant estime qu'il est logique que les partis utilisent leurs actifs pour offrir un lieu de travail à leurs collaborateurs. Les idées de M. Kristof Calvo à ce sujet ne sont pas en contradiction avec celles de la N-VA. Quel mal y a-t-il à acheter plutôt qu'à louer? La N-VA n'est d'ailleurs pas le seul parti à investir dans l'immobilier afin de soutenir son fonctionnement. À cet égard, le parti fait preuve de transparence et n'a pas besoin de constructions douteuses.

En ce qui concerne les règles de conduite applicables aux personnes engagées en politique, M. Kristof Calvo a déposé une proposition à laquelle la N-VA peut largement souscrire: l'argent de la dotation doit être affecté aux fins énumérées dans la loi. Cette disposition est très claire, bien que son contrôle soit une autre paire de manches. Les partis devront-ils payer une pénalité financière s'ils utilisent leurs moyens financiers à d'autres fins? Le Parlement devra se pencher sur cette question.

La N-VA s'oppose aux dispositions qui concernent la manière dont les dotations doivent être utilisées. De telles règles iraient à l'encontre de la liberté des partis politiques. Si, par exemple, on opérait une distinction entre le travail de fond et la communication, cela entraînerait une augmentation de la charge administrative. De plus, il n'est pas toujours évident de fixer la limite. Quel collaborateur de groupe n'a jamais rédigé un communiqué de presse? Quel responsable de la communication n'a jamais participé à des discussions sur le fond? À partir de combien de communiqués de presse ou de tweets envoyés un collaborateur devient-il un chargé de communication? Cette distinction est pratiquement impossible à opérer, et *a fortiori* à contrôler. Un tel cloisonnement des fonctions serait particulièrement compliqué pour les petits partis. Du reste, les règles pourraient facilement être contournées par ceux qui le veulent vraiment.

Les médias font régulièrement état de dépenses exubérantes dans les médias sociaux. La solution semble assez simple: en réduisant les dotations aux partis politiques,

verlagen. De N-VA-fractie zal zich echter blijven verzetten tegen voorstellen van Groen om een bovendrempel in te voeren voor de grotere partijen. Elke stem moet evenveel waard blijven.

Volgens experten zou de overheid een vaste enveloppe voor politieke dotaties kunnen bepalen. Het bedrag zou evenredig worden verdeeld onder de verkozen politieke partijen. Dit voorstel heeft het voordeel van de duidelijkheid.

Partijen moeten hun geld besteden als een goede huisvader. Het is logisch dat ze in bepaalde jaren minder uitgeven om tijdens de verkiesingsperiode hogere uitgaven te doen. De N-VA wordt weleens verweten een vastgoedimperium op te bouwen. Het lid betoogt dat het logisch is dat partijen hun vermogen inzetten om hun medewerkers een werkplek te bieden. De ideeën van de heer Kristof Calvo hieromtrent zijn niet in strijd met de opvattingen van de N-VA. Waarom zou kopen erger zijn dan huren? De N-VA is overigens niet de enige partij die voor de partijwerking investeert in vastgoed. De partij gaat transparant te werk en heeft geen bedenkelijke constructies nodig.

Inzake gedragsregels voor politici heeft de heer Kristof Calvo een voorstel ingediend waar de N-VA zich grotendeels in kan vinden: het dotatiegeld moet worden gebruikt voor de doelstellingen die in de wet worden opgesomd. Die bepaling is zeer duidelijk, al is de controle een ander paar mouwen. Zullen partijen een financiële sanctie moeten betalen als ze hun middelen voor andere doeleinden gebruiken? Het Parlement zal zich over die vraag moeten buigen.

De N-VA verzet zich tegen bepalingen over hoe de dotaties moeten worden gebruikt. Zulke regels zouden indruisen tegen de vrijheid van politieke partijen. Stel bijvoorbeeld dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen inhoudelijk werk en communicatie, dan zouden de administratieve lasten groeien. Bovendien ligt het niet altijd voor de hand om het verschil af te bakenen. Welke fractiemedewerker heeft nog nooit een persbericht geschreven? Welke communicatiemedewerker heeft nog nooit inhoudelijke besprekingen gevolgd? Vanaf hoeveel persberichten of tweets is iemand communicatiemedewerker? Het onderscheid is bijna onmogelijk toe te passen, laat staan te controleren. In het bijzonder kleinere partijen zullen de functies moeilijk gescheiden kunnen houden. Wie dat echt wil, zou de regels overigens eenvoudig kunnen omzeilen.

De media berichten geregeld over exuberante sociale-media-uitgaven. De oplossing lijkt vrij eenvoudig: door de partijdotaties te verlagen, zullen de socialemedia-uitgaven

les dépenses liées aux médias sociaux diminueront d'elles-mêmes. Il serait absurde de ne limiter que ce type de dépenses, autorisant par là-même l'investissement de sommes folles dans des dépliants en papier. L'intervenant, s'adressant à ses collègues de Groen, ironise sur l'effet néfaste que cela aurait sur la nature.

Le monde politique insiste sans cesse sur l'importance d'écouter les citoyens et de les tenir mieux informés. Le fossé entre la politique et la société ne sera pas comblé en détournant le regard de l'univers numérique. Il est vrai que tous les messages sur les médias sociaux ne sont pas nécessairement très élégants. Mais l'intervenant estime que si un parti politique se laisse aller, les électeurs manifesteront leur désapprobation. M. Van der Donckt n'est pas favorable à la création d'un organe de contrôle qui déciderait si un message est autorisé ou non. Il estime en revanche qu'un code de conduite sur le rapport aux médias sociaux et à la désinformation est une bonne idée.

Différents experts confirment que la loi de 1989 manque de précision. Elle devra donc de toute façon être actualisée. L'intervenant espère que les travaux avanceront dans ce sens dès l'automne prochain.

M. Kristof Calvo (Ecolo-Groen) explique qu'un travail intense a précédé l'échange de vues public sur ce thème et que le moment est venu de trancher. Pour ce faire, tous les groupes politiques doivent jouer cartes sur table. L'intervenant espère que tous s'exprimeront. L'échange de vues doit permettre d'esquisser les contours d'un compromis. M. Calvo espère que les partis de la majorité et de l'opposition pourront trouver un terrain d'entente.

Les membres de la Chambre se doivent d'être à la hauteur du travail effectué par les participants au panel citoyen et par les experts mandatés par le Parlement. Le premier rapport de ces derniers contient une étude comparative par pays et une série de recommandations. Le second rapport se concentre sur le contrôle et le suivi. Les experts y abordent des thématiques qui étaient restées dans l'ombre jusqu'il y a peu.

Pendant trois week-ends, le panel citoyen a fourni un travail constructif. Certains craignaient que les citoyens ne portent un jugement très sévère, mais c'est un ensemble équilibré de recommandations qui en est ressorti. Il ne s'agit en aucun cas d'un appel à faire table rase du passé. Si le panel citoyen peut produire un tel travail en l'espace de trois week-ends, les députés devraient aussi y arriver au bout de trois ans.

La loi de 1989 a besoin d'une refonte. En raison des vingt-huit modifications apportées au fil du temps, la loi

vanzelf dalen. Het is onzinnig om enkel die uitgaven te beperken. Er zouden dan immers bakken geld mogen worden uitgegeven aan papieren flyers. Dat is niet goed voor de natuur, zegt de spreker met een kwinkslag tegen de leden van Groen.

Politici hameren erop hoe belangrijk het is om naar burgers te luisteren en hen beter in te lichten. De kloof tussen de politiek en de samenleving wordt niet gedicht door weg te kijken van de digitale wereld. Het klopt dat niet alle boodschappen op de sociale media even stijlvol zijn. Als een politieke partij zich laat gaan, zullen de kiezers hun afkeur laten blijken, betoogt de spreker. Hij is geen voorstander van de oprichting van een controleorgaan dat bepaalt of een boodschap al dan niet mag. Een gedragscode over de omgang met sociale media en desinformatie is daarentegen wel een goed idee, besluit de spreker.

Deskundigen bevestigen dat de wet van 1989 onduidelijkheden bevat. Hij zal dus sowieso moeten worden bijgewerkt. De spreker hoopt dat de werkzaamheden in het najaar die richting uit zullen gaan.

De heer Kristof Calvo (Ecolo-Groen) legt uit dat er een intens traject aan de openbare gedachtewisseling is voorafgegaan. De tijd is gekomen om knopen door te hakken. Daarvoor moeten alle fracties kleur bekennen. De spreker hoopt dat ze allemaal het woord zullen nemen. De gedachtewisseling is bedoeld om de contouren van een compromis af te lijnen. Het lid hoopt dat meerderheidspartijen en oppositiepartijen elkaar daar in kunnen vinden.

De Kamerleden zijn hun engagement verschuldigd aan de deelnemers van het burgerpanel en de deskundigen die een opdracht van het Parlement hadden gekregen. Het eerste rapport van deze laatste bevat een vergelijkende landenstudie en een reeks aanbevelingen. Het tweede rapport is toegespitst op controle en monitoring. De experts snijden daarin thema's aan die tot voor kort onder de radar bleven.

Het burgerpanel heeft in drie weekends tijd een constructief werkstuk afgeleverd. Sommigen vreesden dat burgers zeer streng zouden oordelen, maar er ligt een evenwichtig pakket aan aanbevelingen op tafel. Het gaat allermindst om een pleidooi om tabula rasa te maken. Als het burgerpanel in drie weekends zo'n mooi werkstuk kan uitwerken, moeten de Kamerleden na drie jaar stil aan zover komen.

De wet van 1989 is aan een grondige renovatie toe. Vanwege de achtentwintig aanpassingen die mettertijd

est devenue un labyrinthe. Ce manque de clarté rend l'application de la loi difficile. Le temps est venu d'y apporter toute la clarté et la transparence nécessaires.

Toute réforme crédible doit s'attaquer au financement des partis. Le système actuel est carrément royal. L'intervenant soutient la proposition judicieuse des experts de fixer, par législature, un montant total auquel une clé de répartition serait ensuite appliquée. Cette approche permettrait de ne pas devoir rediscuter de cette question à chaque confection ou ajustement du budget. En gelant le montant total, la réduction du financement prendra automatiquement une ampleur significative au fil des ans.

Répondant à M. Van der Donckt, M. Calvo indique qu'il existe de bons arguments pour soutenir davantage les petits partis qu'ils ne le sont aujourd'hui et pour réduire le financement des grands partis. Une réforme doit "faire mal" à tout le monde. En outre, personne ne sait à quoi ressemblera le résultat des prochaines élections. Alors que les petits groupes politiques ne sont pas suffisamment soutenus, il est certain, en revanche, que les grands n'arriveront pas à épuiser leurs moyens. L'intervenant s'attend à trouver des excédents importants dans les comptes annuels de 2022. Les grands partis se lancent dans la gestion de patrimoine, tandis que des partis comme DéFI, qui ne compte que deux députés, reçoivent très peu de soutien et ont une petite équipe. Le montant total doit donc diminuer et, en même temps, être réparti autrement.

L'intervenant estime qu'approuver la proposition d'Ecolo-Groen et du cd&v visant à interdire le financement étranger en vue d'éviter toute ingérence dans la démocratie nationale s'impose comme une évidence.

Les dons sont actuellement plafonnés, contrairement aux cotisations, qui ne doivent même pas être publiées. Il semble logique de soumettre ces cotisations aux mêmes critères que ceux s'appliquant aux dons.

Le dernier rapport des experts propose plusieurs améliorations d'ordre technique. Les auteurs soulignent, par exemple, plusieurs incohérences dans la définition des partis politiques. Ils citent également la définition européenne. L'intervenant évoque ensuite les observations à propos du périmètre des partis politiques, la proposition de charger l'Institut des réviseurs d'entreprises d'examiner les prochains comptes et l'idée de confirmer, par arrêté royal, l'actuel vade-mecum afin de renforcer la force juridique de celui-ci. Les experts préconisent également d'améliorer le régime des sanctions et la gradation.

L'intervenant remercie M. Van der Donckt de soutenir l'instauration de plusieurs catégories, comme ce

zijn doorgevoerd, is de wet een labyrint geworden. Door die onduidelijkheid is het lastig om de wet te handhaven. Het is tijd voor duidelijkheid en transparantie.

Elke geloofwaardige hervorming moet de partijfinanciering aanpakken. Het huidige systeem is te royaal. De spreker steunt het verstandige voorstel van de experts om per legislatuur een totaalbedrag vast te leggen waarop vervolgens een verdeelsleutel wordt toegepast. Op die manier hoeft er niet telkens opnieuw te worden gediscussieerd bij de begrotingsgesprekken en de begrotingsaanpassing. Door het totaalbedrag te bevriezen, neemt de financieringsverlaging door de jaren heen vanzelf een aanzienlijke omvang aan.

Aan de heer Van der Donckt repliceert de spreker dat er goede argumenten zijn om kleine partijen meer te ondersteunen dan vandaag en de financiering van grote partijen meer te beknootten. Een hervorming moet iedereen pijn doen. Bovendien weet niemand hoe de volgende verkiezingsuitslag eruitziet. Terwijl kleine fracties te weinig ondersteuning krijgen, staat het vast dat zeer grote fracties hun geld niet op krijgen. De spreker verwacht grote overschotten vast te stellen in de jaarrekening van 2022. De grote partijen doen aan vermogensopbouw, terwijl partijen als DéFI, dat maar twee Kamerleden heeft, erg weinig worden ondersteund en een kleine ploeg hebben. Het totaalbedrag moet dus omlaag en tegelijkertijd anders worden verdeeld.

De goedkeuring van het voorstel van Ecolo-Groen en cd&v over het verbod op buitenlandse financiering om inmenging in de nationale democratie te vermijden ligt volgens het lid voor de hand.

Voor giften is er momenteel een plafond. Hetzelfde geldt niet voor de lidgelden, die zelfs niet hoeven te worden gepubliceerd. Het lijkt logisch om ze aan dezelfde criteria te laten voldoen als giften.

Het laatste expertenrapport reikt enkele technische verbeteringen aan. De auteurs wijzen bijvoorbeeld op een aantal inconsistenties in de definitie van politieke partijen. Ze halen ook de Europese definitie aan. Voorts verwijst het lid naar de opmerkingen over de perimeter van politieke partijen, de suggestie om bij de volgende rekeningen een onderzoek door het Instituut van de Bedrijfsrevisoren in te stellen en het idee om het huidige vademecum in een koninklijk besluit te bekrachtigen om het zodoende meer rechtskracht te geven. De experts pleiten ook voor een betere sanctieregeling en gradatie.

De spreker dankt de heer Van der Donckt voor zijn steun voor de invoering van een aantal categorieën,

fut le cas aux Pays-Bas et dans d'autres pays, ce qui permettra d'améliorer le suivi et la comparabilité. Grâce à ces catégories, le débat sur les actions autorisées ou non est élargi pour inclure les actions déjà entreprises.

Les partis d'opposition rechignent à conclure davantage d'accords relatifs à l'affectation des dotations des partis. L'intervenant estime qu'il est inéluctable de régler une série de points. L'objectif n'est toutefois en aucun cas de tomber dans l'excès.

Au cours des négociations gouvernementales, l'intervenant a défendu le plafonnement des dépenses relatives aux réseaux sociaux. Ce plafond a été inscrit dans la note des informateurs rédigée par Egbert Lachaert et Conner Rousseau. À l'époque, il a été argumenté à juste titre, notamment par le MR, que cette proposition était néfaste pour les arbres. En effet, il est illogique d'autoriser la publicité sur papier sans restriction tout en limitant la publicité numérique. C'est pourquoi Groen a déposé une proposition de loi qui n'impose aucun plafond aux dépenses relatives aux réseaux sociaux, mais qui plafonne les dépenses relatives à la publicité en général.

Il est en outre curieux que la publicité soit plafonnée pendant la période d'attente au cours de la campagne électorale, et non en dehors de celle-ci. On peut supposer que les partis transmettent leur message justement au cours de la campagne. Le plafonnement de la publicité constitue une mesure nécessaire, notamment en raison des dépenses élevées relatives aux réseaux sociaux. Tous les partis sont poussés à dépenser davantage. Seul un plafonnement pourra freiner cette surenchère.

M. Van der Donckt affirme que la réduction des dotations s'apparente à un plafonnement implicite de la publicité, ce que l'intervenant conteste. Si un plafond explicite n'est pas fixé, la surenchère ne s'arrêtera pas. Au contraire, les partis dégageront des économies sur le contenu, la formation et le soutien de la politique locale. Il convient donc d'indiquer aux partis comment ils peuvent affecter leurs moyens non utilisés. L'intervenant souligne qu'il ne poursuit pas l'objectif d'une réglementation excessive ou d'une interdiction totale de publicité. Il est permis d'investir dans la publicité numérique et dans toute autre forme de publicité, tant que ces dépenses sont plafonnées.

L'intervenant est favorable aux organismes scientifiques néerlandais, même s'il craint que ce système ne fera probablement pas consensus. Il faut pourtant renforcer le contrôle de la mise en œuvre des contrats parlementaires. Il existe de bons arguments en vue de clarifier la distinction entre les partis et les groupes, ce qui ne serait d'ailleurs pas un cas unique. Le *minimum*

zoals in Nederland en andere landen is gebeurd. De monitoring en de vergelijkbaarheid gaan er zo op vooruit. Dankzij de categorieën wordt het debat over wat al dan niet mag, uitgebreid met een debat over wat er wordt gedaan.

De oppositiepartijen zijn terughoudend om meer afspraken te maken over de besteding van partijdotaties. Volgens het lid is het onontkoombaar om een en ander te reguleren. Het is echter allerminst de bedoeling om daarin te overdrijven.

Tijdens de regeringsonderhandelingen verdedigde de spreker een plafond voor socialemedia-uitgaven. Die drempel haalde de informateursnota van Egbert Lachaert en Conner Rousseau. Onder andere de MR argumenteerde toen terecht dat het voorstel slecht was voor de bomen. Inderdaad: het is niet logisch om papieren reclame ongebreideld toe te laten terwijl digitale reclame wordt beperkt. Groen heeft daarom een wetsvoorstel ingediend dat geen bovendrempel op socialemedia-uitgaven oplegt maar een plafond op reclame-uitgaven in het algemeen.

Het is overigens bizar dat reclame in de sperperiode tijdens de verkiezingscampagne wordt begrensd, maar niet daarbuiten. Net tijdens de campagne is het aannemelijk dat partijen hun boodschap overbrengen. Onder andere vanwege de hoge socialemedia-uitgaven is het plafond voor reclame een noodzakelijke stap. Alle partijen voelen de druk om meer uit te geven. Enkel een bovendrempel kan dat opbod afremmen.

De heer Van der Donckt oppert dat snoeien in de dotaties een impliciet plafond op reclame inhoudt. Het lid betwist dat. Als er geen expliciet plafond wordt vastgelegd, zal het opbod niet stilvallen. In plaats daarvan zullen partijen besparen op de inhoud, de vorming en de ondersteuning van de lokale politiek. Er moet dus richting worden gegeven aan wat partijen met hun overgebleven middelen mogen doen. De spreker benadrukt dat hij geen overregulering beoogt, noch een totaalverbod op reclame. Er mag worden geïnvesteerd in digitale en andere reclame, zolang er maar grenzen aan die uitgaven zijn.

De spreker is voorstander van de Nederlandse wetenschappelijke bureaus, al vreest hij dat het stelsel de consensus wellicht niet zal halen. Toch moet er meer controle komen op de toepassing van parlementaire contracten. Er zijn goede argumenten om de scheiding tussen partijen en fracties duidelijker te maken, wat overigens geen unicum zou zijn. Het *minimum minimorum*

minimorum est que les personnes rémunérées par la Chambre exercent des activités parlementaires, ce qui ne signifie pas qu'elles ne peuvent pas rédiger de communiqués de presse. L'objectif n'est pas de contrôler leur boîte aux lettres électronique. Si l'on compare toutefois la liste des personnes rémunérées par la Chambre avec la biographie de ces personnes sur Twitter, voire les fonctions sous lesquelles elles se présentent dans la presse, on constatera des différences considérables. Cette situation n'est ni correcte, ni tenable.

Il serait intéressant d'affecter une partie des moyens provenant de la réduction du financement des partis au renforcement de la politique parlementaire et du soutien parlementaire. L'intervenant rêve d'un service d'aide en matière de législation, qui systématise les deuxième lectures, fournisse une aide juridique, aide à rédiger des amendements et puisse élaborer des textes législatifs à partir de lignes directrices. Les parlementaires ne sont actuellement pas suffisamment outillés pour exercer leur mission législative.

Si l'on fait preuve de bonne volonté, de nombreuses possibilités se présentent. Pour le groupe Groen, ce sujet ne peut pas simplement rester lettre morte. L'argent doit bénéficier à la démocratie parlementaire, et non à la participatie et au spectacle.

M. Joris De Vriendt (VB) se réjouit que le débat soit mené sérieusement. La loi précédente sur le financement des partis a été adoptée en 1989 à l'issue de scandales survenus dans les milieux socialistes. La majorité modifie la législation afin d'agrandir le gâteau en vue de financer des partis toujours plus petits, tel est le fil rouge de l'évolution de la situation. Elle abuse ainsi de la situation. L'intervenant a le sentiment que la réforme à l'examen va dans le même sens. Il appartient à la majorité de prouver le contraire. Certains semblent toutefois plus enclins à mettre la concurrence hors-jeu ou à saper son efficacité.

La position du VB à propos du financement des partis est claire: réduire de moitié le montant forfaitaire et revoir fortement à la baisse le montant par électeur. À cet égard, chaque voix devra avoir la même valeur. Modifier ce principe s'apparente à toucher aux fondements de la démocratie.

En ce qui concerne les règles de conduite pour les partis politiques, l'intervenant souligne la règle fondamentale selon laquelle chaque parti doit pouvoir décider lui-même de l'affectation de ses moyens. Le professeur Maddens a commenté plusieurs points sur lesquels travailler.

is dat mensen die door de Kamer worden betaald parlementaire activiteiten uitvoeren, wat niet betekent dat ze geen persberichten mogen opstellen. Het is niet de bedoeling om hun mailbox te controleren. Wie de loonlijst van de Kamer echter zou vergelijken met de twitterbio's van die personen of zelfs de functies waarmee ze in de krant komen, zal een enorme discrepantie vaststellen. Die situatie is noch correct noch houdbaar.

Het zou interessant zijn om een deel van het door de verlaagde partijfinanciering bespaarde geld uit te geven aan de versterking van parlementaire beleidsvoering en parlementaire ondersteuning. De spreker droomt van een steunpunt wetgeving, dat tweede lezingen systematiseert, juridische hulp verschaft, helpt met het opstellen van amendementen en wetgevende teksten kan schrijven op basis van aangedragen hoofdlijnen. Momenteel zijn parlementsleden niet voldoende uitgerust om hun wetgevende taak uit te voeren.

Met wat goede wil is er heel wat mogelijk. Voor Groen kan het thema niet zomaar blijven rusten. Geld moet naar de parlementaire democratie vloeien, niet naar de participatie en naar het spektakel.

De heer Joris De Vriendt (VB) is tevreden dat het debat ernstig wordt gevoerd. De vorige partijfinancieringswet werd in 1989 ingevoerd na schandalen in socialistische middens. De rode draad in de evolutie is dat de meerderheid de wetgeving aanpast om de taart groter te maken om steeds kleinere partijen te financieren. Op die manier maakt ze misbruik van de situatie. De spreker heeft de indruk dat de voorliggende hervorming dezelfde richting uitgaat. Het is aan de meerderheid om het tegendeel te bewijzen. Sommigen lijken er echter meer op gebrand om de concurrentie uit te schakelen of om haar slagkracht te belemmeren.

Het standpunt van het VB over de partijfinanciering is duidelijk: het forfaitaire bedrag halveren en het bedrag per kiezer sterk naar beneden bijstellen. Elke stem moet daarbij evenveel waard blijven. Aan dat principe tornen, is morrelen aan de fundamente van de democratie.

Wat de gedragsregels voor politieke partijen betreft, wijst de spreker op de grondregel dat elke partij zelf moet kunnen beslissen hoe ze haar geld uitgeeft. Professor Maddens heeft enkele details toegelicht waaraan kan worden gewerkt.

Les conditions de concurrence doivent être équitables, ce qui n'est toutefois pas le cas. Certains ont, par exemple, attaqué les médias sociaux, alors que les médias traditionnels monopolisent différents débats à l'aide de fonds publics. Les partis d'opposition ne bénéficient donc pas d'un accès équitable à ces débats. Les médias sociaux sont la tribune dont les partis d'opposition ont besoin pour offrir un contrepoids. L'intervenant salue donc le fait que les parlementaires abandonnent l'idée de restreindre les dépenses relatives aux médias sociaux. La censure du contenu sur les médias sociaux est une idée inquiétante.

L'intervenant n'est pas opposé au financement d'un service d'étude. Les services d'étude néerlandais et allemands sont indépendants du financement des partis. Leur travail de fond peut être amélioré en accordant la moitié du financement actuel des partis à ces services.

L'interdiction de financement étranger et l'alignement des cotisations et des dons sont des pistes de réflexion intéressantes. Cependant, l'intervenant appelle surtout à agir rapidement. Le processus n'a que trop duré. Toutes les dispositions qui aboutissent à davantage de mise sous tutelle et de censure et qui enferment les partis dans un carcan sont des fausses pistes. Il est à espérer que des propositions concrètes seront bientôt présentées.

Mme Sophie Wilmès (MR) estime que c'est en fonction de ce qui sera présenté en commission que les députés pourront aller dans les détails. Elle rappelle que les députés ont déjà eu l'occasion de commenter, le 24 mai dernier, certaines des recommandations émises par le panel citoyen sur le financement des partis. Après avoir souligné l'aspect positif des échanges avec le panel citoyen, Mme Wilmès rappelle que ce dernier avait évoqué des propositions auxquelles les responsables politiques pouvaient adhérer, d'autres qui sont déjà appliquées et certaines qui les enthousiasmaient un peu moins. Ce travail a en tous les cas permis d'enrichir la réflexion.

L'intervenante, qui juge qu'il faut tenir compte du travail effectué par le panel, estime qu'il est nécessaire de trouver le juste équilibre. Si, par le passé, on a opté pour un financement public et contrôlé par les partis politiques, c'était pour des raisons légitimes d'indépendance et de principes démocratiques. Elle ne voudrait pas qu'on balaie cela d'un revers de la main. En vue des travaux futurs de la commission, Mme Wilmès estime important de conserver l'autonomie et la capacité de

Het speelveld moet gelijk zijn, maar is dat niet. Sommigen hebben het bijvoorbeeld gemunt op de sociale media, terwijl de traditionele media met overheidsgeld een aantal debatten monopoliseren. Oppositiepartijen hebben daar dus geen gelijke toegang toe. De sociale media zijn het forum dat oppositiepartijen nu eenmaal nodig hebben om tegengewicht te bieden. De spreker juicht dan ook toe dat de parlementsleden afstappen van het idee om de socialemedia-uitgaven te beknotten. Het censureren van inhoud op de sociale media is een zorgwekkende gedachte.

De spreker is geen tegenstander van de financiering van een studiedienst. De Nederlandse en de Duitse studiediensten staan los van de partijfinanciering. Hun inhoudelijke werk kan worden verbeterd door de helft van de huidige partijfinanciering aan de diensten te schenken.

Het verbod op buitenlandse financiering en de gelijkgeschakeling van lidgelden en giften zijn interessante denksporen. De spreker stuurt echter vooral aan op snelle actie. Het traject heeft al veel te lang geduurd. Alle bepalingen die tot meer betutteling en censuur leiden en partijen in een keurslijf duwen, zijn dwaalsporen. Hopelijk worden er binnenkort correcte voorstellen voorgelegd.

Volgens mevrouw Sophie Wilmès (MR) is het voor de Kamerleden wachten op wat in de commissie zal worden voorgelegd alvorens ze het onderwerp meer in detail zullen kunnen bespreken. Ze brengt in herinnering dat de Kamerleden op 24 mei 2023 reeds opmerkingen konden geven op bepaalde aanbevelingen van het burgerpanel over partijfinanciering. Mevrouw Wilmès benadrukt dat de uitwisselingen met het burgerpanel een positieve bijdrage hebben geleverd en wijst erop dat het panel voorstellen heeft geopperd waar de beleidsverantwoordelijken zich achter konden scharen. Sommige voorstellen worden reeds toegepast, terwijl andere dan weer op minder enthousiasme konden rekenen. Het werk van het panel heeft in ieder geval de reflectie over het onderwerp verrijkt.

De spreekster vindt dat met dat werk rekening moet worden gehouden, maar dat men daarbij oog moet hebben voor de correcte balans. De keuze voor een publieke financiering onder toezicht van de politieke partijen was destijds ingegeven door legitieme redenen van onafhankelijkheid en democratische beginselen. Die regeling mag volgens haar niet zomaar overboord worden gegooid. Mevrouw Wilmès vindt het met het oog op de toekomstige werkzaamheden van de commissie

gestion des partis politiques, qui ne doivent pas être considérés comme des ennemis.

Pour le reste, plusieurs recommandations portant sur la transparence, la simplification et la pédagogie ont bien été entendues par la députée. Les citoyens ne comprennent pas ou plus la politique et s'en éloignent parce qu'elle est trop complexe. Il est vrai que la tendance est souvent d'ajouter des règles et des sous-chapitres et de les amender au fil du temps, plutôt que de réexaminer un problème à sa base, et d'essayer de simplifier les réponses à y apporter.

La question des cotisations aux partis et les différents filets de protection doivent effectivement être discutés. Elle compte sur des points de convergence susceptibles d'amener à des solutions. Mme Wilmès est d'avis qu'il faut maintenant partir de textes plus précis qui permettront de faire avancer le débat.

M. Jan Briers (cd&v) souligne que le débat sur le financement des partis politiques est d'une actualité brûlante. Le succès rencontré par le panel citoyen "*We need to talk*" reflète l'intérêt des citoyens autour de ce débat. Leur engagement démontre la nécessité de changer les choses et de procéder à une réforme largement soutenue, une nécessité que confirme également l'étude de synthèse réalisée par les experts de la Commission de contrôle.

Force est de constater que des excès ont été commis. L'intervenant tient toutefois à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le système actuel a vu le jour en réaction au scandale Agusta-Dassault. La loi sur le financement des partis de Luc D'Hoore (CVP) a mis fin aux abus commis dans les années 1970 et 1980 et a apporté beaucoup plus de transparence. Le cd&v est disposé à débattre d'une réforme des dotations, mais refuse de s'engager dans une "*course vers le bas*" (*race to the bottom*). Les partis politiques remplissent en effet des missions sociales importantes.

Le rapport nuancé et pondéré du panel citoyen "*We need to talk*" offre une excellente amorce à la discussion. L'échange de vues s'est révélé si constructif que la presse n'y a pas prêté la moindre attention, indique l'intervenant sur le ton de la plaisanterie. Plus de la moitié des 34 propositions du panel citoyen ont pu être acceptées sans discussion.

Les citoyens font valoir que le montant variable de la dotation devrait être rendu dégressif et que le montant de la dotation fédérale devrait être revu à la baisse. Le cd&v préconise, quant à lui, le maintien du modèle

important de l'autonomie et de la capacité de gestion des partis politiques, qui ne doivent pas être considérés comme des ennemis.

Pour le reste, plusieurs recommandations portant sur la transparence, la simplification et la pédagogie ont bien été entendues par la députée. Les citoyens ne comprennent pas ou plus la politique et s'en éloignent parce qu'elle est trop complexe. Il est vrai que la tendance est souvent d'ajouter des règles et des sous-chapitres et de les amender au fil du temps, plutôt que de réexaminer un problème à sa base, et d'essayer de simplifier les réponses à y apporter.

La question des cotisations aux partis et les différents filets de protection doivent effectivement être discutés. Elle compte sur des points de convergence susceptibles d'amener à des solutions. Mme Wilmès est d'avis qu'il faut maintenant partir de textes plus précis qui permettront de faire avancer le débat.

De heer Jan Briers (cd&v) stipt aan dat het debat over de financiering van de politieke partijen brandend actueel is. Dat burgers ervan wakker liggen blijkt uit het succes van het burgerpanel *We Need To Talk*. Hun engagement toont dat verandering nodig is en dat een gedragen hervorming zich opdringt. Dat wordt bevestigd door de samenvattende studie van de experts van de controlecommissie.

Er zijn ontegensprekelijk excessen ontstaan. De spreker wil er echter op toezien dat het kind niet met het badwater wordt weggegooid. Het huidige systeem is een reactie op het Agusta-Dassaultschandaal. De wet op de partijfinanciering van Luc D'Hoore (CVP) maakte komaf met de wan toestanden uit de jaren 70 en '80 en bracht veel meer transparantie. Cd&v is bereid om te spreken over een hervorming van de dotaties, maar weigert om mee te gaan in een *race to the bottom*. Politieke partijen voeren immers belangrijke maatschappelijke taken uit.

Het genuanceerde en evenwichtige rapport van het burgerpanel *We Need To Talk* biedt een prima aanzet voor de discussie. De gedachtewisseling verliep zo constructief dat de pers er niet de minste aandacht aan schonk, grapt de spreker. Meer dan de helft van de vierendertig voorstellen van het burgerpanel kan zonder discussie worden aanvaard.

De burgers stellen dat het variabele dotatiebedrag degressief moet worden gemaakt en dat het bedrag voor de federale dotatie omlaag moet. Cd&v pleit voor het behoud van het huidige model met een vast en een

actuel, soit un montant fixe et un montant variable. Il est évident que le financement de chaque parti dépend de ses résultats électoraux. Mais il ne faudrait quand même pas pousser le bouchon trop loin. En effet, dès lors qu'un parti peut fonctionner en couvrant toutes les questions de fond, qu'il peut soutenir toutes les circonscriptions dans lesquelles il opère et qu'il peut faire passer son message à ses électeurs, ses dépenses n'augmentent plus proportionnellement à son nombre d'élus. Le plafonnement de la partie variable semble dès lors être la solution la plus juste pour parvenir à un financement correct.

L'intervenant dénonce l'affectation de moyens excessifs à la propagande sur les réseaux sociaux. Chaque année, des enquêtes montrent que les politiciens et les partis belges sont en tête des listes européennes. L'argent public doit d'abord servir au travail de fond. Le cd&v est dès lors favorable à un plafonnement des dépenses destinées à ce type de propagande sur les réseaux sociaux et autres. Le montant de ce plafond peut encore faire l'objet d'un débat.

Les experts de la Commission de contrôle soulignent que les partis n'épuisent pas leur dotation. Ils réalisent quelque 20 % de bénéfices qu'ils investissent le plus souvent dans des liquidités à court et à long terme. Certains partis disposent en outre d'un patrimoine immobilier. L'intervenant souhaite dès lors examiner s'il convient de limiter ces investissements et placements. Il est hors de question que des fonds publics servent à la constitution d'un patrimoine immobilier.

Le cd&v s'oppose à toute ingérence étrangère, comme en témoigne la proposition de loi qui vient d'être déposée et qui vise à interdire les dons et le sponsoring provenant de l'étranger. Le panel citoyen estime que la réglementation actuellement applicable aux dons peut être maintenue. L'intervenant partage ce point de vue et préconise un meilleur encadrement légal des cotisations des membres. C'est la raison pour laquelle le cd&v a signé la proposition de loi de M. Kristof Calvo.

Il convient en outre de mieux réglementer les contributions financières des mandataires. Ici aussi, un plafond semble tout indiqué pour préserver l'indépendance des parlementaires et renforcer la transparence. Les contributions financières des mandataires ne sont actuellement soumises à aucune règle.

Il convient d'améliorer les règles de transparence. Les partis belges comptent en effet parmi les moins transparents en Europe. Le rôle de la Cour des comptes doit en outre être renforcé, tout comme celui du Parlement

variabel bedrag. Het ligt voor de hand dat de financiering van elke partij is gekoppeld aan haar electorale prestaties. Vanaf een bepaald moment is genoeg echter genoeg. Zodra een partij een werking heeft die alle inhoudelijke thema's afdekt, alle kieskringen waarin ze actief is kan ondersteunen en haar boodschap aan de kiezer kan overbrengen, stijgen de uitgaven niet langer evenredig met het aantal verkozenen. De aftopping van het variabele gedeelte lijkt dan ook de meest billijke manier om tot een correcte financiering te komen.

Er vloeien buitensporig veel middelen naar uitgaven voor propaganda op de sociale media, hekelt de spreker. Elk jaar blijkt uit onderzoek dat Belgische politici en partijen de Europese lijstjes aanvoeren. Publiek geld moet in de eerste plaats worden aangewend voor inhoudelijk werk. Cd&v is daarom voorstander van een uitgavenplafond voor dergelijke propaganda op sociale of overige media. Over de hoogte van dat plafond kan nog worden gedebatteerd.

De experts van de controlecommissie wijzen erop dat partijen hun dotatie niet opgebruikt krijgen. Ze maken zo'n 20 % winst, die doorgaans wordt geïnvesteerd in liquide middelen op korte en lange termijn. Sommige partijen beschikken daarnaast ook over een vastgoedpatrimonium. De spreker wil daarom bekijken of dergelijke investeringen en beleggingen moeten worden beperkt. Het kan niet de bedoeling zijn dat publieke middelen worden aangewend voor de uitbouw van een vastgoedpatrimonium.

Cd&v verzet zich tegen elke buitenlandse inmenging, getuige het zopas ingediende wetsvoorstel dat ertoe strekt om buitenlandse giften en sponsoring te verbieden. Het burgerpanel meent dat de huidige giftenregeling kan worden behouden. De spreker schaaft zich achter die visie en pleit voor een betere wettelijke regeling van de lidgelden. Daarom ondertekende cd&v een wetsvoorstel van de heer Kristof Calvo.

Voorts moeten de afdrachten van mandatarissen beter worden geregeld. Nogmaals lijkt een plafond aangewezen om de onafhankelijkheid van het parlementslid te bewaren en om de transparantie te vergroten. Er bestaan momenteel geen voorschriften omtrent de mandatarisafdrachten.

De transparantieregelgeving moet worden verbeterd. De Belgische partijen behoren tot de minst transparante in Europa. De rol van het Rekenhof moet verder worden versterkt, net als die van het Parlement zelf. De

lui-même. L'étude de synthèse réalisée par les experts fournit des pistes de réflexion intéressantes à cet égard.

L'intervenant appelle les députés à réfléchir attentivement à la question durant l'été et à ébaucher un consensus. La population attend une réaction du monde politique.

Mme Sophie Merckx (PVDA-PTB) déplore le contexte dans lequel se déroule le présent échange de vues, vu le peu de députés présents – notamment des groupes de la majorité – alors que la commission dispose entre-temps des rapports d'experts, des rapports d'auditions et surtout des recommandations exprimées par *We need to talk*. Il est proposé de débattre aujourd'hui du dossier du financement des partis alors que la plupart de ces partis bloquent toute discussion sur ce dossier. Mme Merckx constate aussi que le MR réclame un assainissement des finances publiques et une diminution des allocations de chômage, mais que, dans le même temps, Mme Wilmès propose de calmer le jeu et de trouver le juste équilibre lorsqu'il s'agit du financement de son parti. Il ressort même de certains échanges de vues que les députés du groupe MR trouvent finalement le système actuel assez juste.

En 1989, l'idée de financer les partis avec les deniers publics était en soi une bonne idée. Mais, si on ajoute le coût des collaborateurs aux 75 millions d'euros de financement annuel, on arrive à 160 millions d'euros par an. Si l'on ramène ce chiffre au financement par électeur, la Belgique accorde aux partis un financement qui est six fois plus élevé qu'aux Pays-Bas et deux fois plus élevé qu'en Allemagne. Dès lors, Mme Merckx estime qu'il faut diminuer ces dotations aux partis et à tout le moins en geler le montant dès à présent, ce sur quoi les partis ne parviennent même pas à se mettre d'accord.

Pour le financement des partis, le PTB défend le principe de l'enveloppe fermée assortie d'un plafond maximum, qui ferait l'objet d'un débat annuel au sein du Parlement, et ce, à l'exemple de l'Allemagne où une décision d'augmentation de cette dotation a été prise en 2018 qui, une fois débattue au Parlement, a été jugée inconstitutionnelle.

Mme Merckx trouve que les partis sont sous perfusion avec les subventions publiques et n'ont que peu de revenus via les cotisations ou le *crowdfunding*. Elle déplore que des partis tels que l'Open Vld réclament un assainissement des finances publiques mais ne veulent surtout rien changer à ce principe de perfusion des partis

samenvattende studie van de experten geeft ter zake een aantal interessante denksporen mee.

De spreker roept de parlementsleden ertoe op om tijdens de zomer grondig na te denken over het thema en een consensus in de steigers te zetten. De bevolking verwacht actie van de politiek.

Mevrouw Sophie Merckx (PVDA-PTB) betreurt de setting van deze gedachtewisseling; er is immers slechts een handvol Kamerleden aanwezig. Vooral de meerderheidsfracties laten het afweten, hoewel de commissie ondertussen over de deskundigenverslagen, de verslagen van de hoorzittingen en vooral de aanbevelingen van *We Need To Talk* beschikt. De Kamerleden worden uitgenodigd om vandaag het dossier van de partijfinanciering te bespreken op een moment dat de meeste van die partijen elke bespreking dienaangaande tegenhouden. Mevrouw Merckx stelt eveneens vast dat de MR aandringt op een sanering van de publieke financiën en een vermindering van de werkloosheidsuitkeringen, maar tegelijkertijd, bij monde van mevrouw Wilmès, tot kalmte oproept en aanstuurt op het vinden van de correcte balans wanneer het over de eigen partijfinanciering gaat. Uit bepaalde gedachtewisselingen blijkt zelfs dat de leden van de MR-fractie het huidige partijfinancieringsstelsel uiteindelijk vrij rechtvaardig vinden.

In 1989 was met het idee om partijen met publieke middelen te financieren op zich niets mis. Worden de kosten voor de partijmedewerkers echter opgeteld bij het bedrag van 75 miljoen euro aan jaarlijkse financiering, dan komt men aan een jaarlijks bedrag van 160 miljoen euro. Indien dat bedrag wordt omgezet naar een financiering per kiezer, blijkt België zesmaal meer aan partijen uit te geven dan Nederland en tweemaal meer dan Duitsland. Mevrouw Merckx vindt dan ook dat die partijdotaties moeten worden verminderd en dat het bedrag ervan in ieder geval alvast moet worden bevroren, maar zelfs over dat laatste slagen de partijen er niet in het met elkaar eens te geraken.

Inzake partijfinanciering is de PVDA voorstander van de gesloten enveloppe met een bovengrens en van een jaarlijks debat in het Parlement, zoals in Duitsland. Daar werd de dotatieverhoging waartoe in 2018 na besprekingen in het Parlement werd beslist ongrondwettelijk verklaard.

Mevrouw Merckx vindt dat de partijen aan een infuus van publieke subsidies liggen en maar weinig inkomsten halen uit lidgelden of crowdfunding. Ze vindt het jammer dat partijen als Open Vld aansturen op een sanering van de publieke financieringen, maar vooral niets willen wijzigen aan het principe waarbij de partijen aan

par les dotations publiques. Le PTB est partisan du principe du *matching funds* qui a cours en Allemagne. Selon ce principe, pour chaque euro accordé par les autorités publiques, le parti doit apporter un euro de sa poche. Le *matching funds* est un principe honnête, selon Mme Merckx. Il permet aux partis de ne pas seulement faire la course aux électeurs mais aussi de recruter des membres. Tant le professeur Wolfs que le professeur Maddens ont formulé des recommandations allant dans ce sens.

La règle 10/90, qui associe à 90 euros d'argent public l'obligation pour le parti d'ajouter 10 euros de sa poche, n'est pas assez ambitieuse selon Mme Merckx. Elle estime que cette mesure est encore largement insuffisante. Elle rappelle ensuite le seuil nécessaire pour avoir accès au financement public pour les partis: en Belgique, il faut être représenté au Parlement alors qu'au Luxembourg, il y a déjà possibilité d'obtenir un financement dès que le parti rassemble au moins 2 % des votes. Ce seuil est à 1 % en Allemagne au niveau des Lander. Dans cette perspective, le PTB pense important que tous les partis participant à une campagne électorale récupèrent une partie des frais engagés lorsqu'ils atteignent un certain pourcentage de votes.

À propos des plafonds de dépenses sur les réseaux sociaux, Mme Merckx admet qu'il faut en débattre. Cependant, elle se réfère aux résultats d'une recherche menée sur le temps de parole accordé aux partis dans l'émission télévisée "*De Afspraak*" sur la VRT. Il en ressort que le PVDA a obtenu 2,5 % du temps de parole de cette émission, beaucoup moins que d'autres partis mieux lotis en temps de parole. Cela démontre que si le PVDA-PTB ne pouvait pas communiquer via les réseaux sociaux, il n'aurait pas d'autres canaux de communication de masse. En réalité, la présence massive du PTB sur les réseaux sociaux contrebalance son absence des médias traditionnels. Si Mme Merckx veut bien discuter de limites imposées pour la communication sur les réseaux sociaux, elle estime qu'il faut aussi aborder l'accès aux médias traditionnels. Elle cite également l'analyse menée par un journaliste de la RTBF sur la présence des partis à l'émission radio "*Déclic*" sur La Première de la RTBF. Du côté francophone également, le PTB arrive bon dernier des partis invités alors qu'il représente 14 % des électeurs francophones aux dernières élections.

Mme Merckx ne veut pas que la discussion sur le financement des partis se transforme en manière de museler les partis d'opposition qui n'ont que les réseaux sociaux pour communiquer. Enfin, à propos de la réduction des salaires des mandataires, notamment citée

het infuus van de publieke dotaties liggen. De PVDA is voorstander van het *matching funds*-principe dat in Duitsland wordt toegepast. Volgens dat principe dienen partijen voor elke euro die ze van de overheid krijgen een euro uit eigen zak bij te passen. Het is volgens mevrouw Merckx een eerlijk principe, omdat de partijen op die manier niet alleen achter de kiezer moeten aanlopen, maar ook leden moeten werven. Zowel professor Wolfs als professor Maddens heeft aanbevelingen in die zin geformuleerd.

Mevrouw Merckx vindt de 10/90-regel, waarbij een partij voor elke ontvangen 90 euro aan publieke middelen verplicht is daar 10 euro uit eigen zak tegenover te stellen, te weinig ambitieus. Volgens haar gaat die maatregel bijlange niet ver genoeg. Ze heeft het vervolgens over de drempel die partijen moeten halen om voor publieke financiering in aanmerking te komen. In België dient de partij in het Parlement te zijn vertegenwoordigd, terwijl partijen in Luxemburg al kunnen worden gefinancierd zodra ze ten minste 2 % van de stemmen halen. Voor de deelstaatsparlementen in Duitsland ligt die drempel op 1 %. Zo bekeken vindt de PVDA het belangrijk dat alle partijen die aan een verkiezingscampagne deelnemen, een deel van hun daarvoor gedane uitgaven kunnen recupereren zodra ze een bepaald stempercentage halen.

Mevrouw Merckx is er voorts mee akkoord dat over de maximumuitgaven voor communicatie op sociale media moet worden gedebatteerd. Ze houdt er echter aan te wijzen op de resultaten van een onderzoek over de spreektijd die partijen in het televisieprogramma *De Afspraak* op de VRT krijgen. Daaruit blijkt dat de PVDA in dat programma 2,5 % zendtijd heeft gekregen, wat veel minder is dan andere partijen. Dat toont aan dat de PVDA voor massacommunicatie over geen andere kanalen dan de sociale media zou beschikken. Het is inderdaad zo dat de alomtegenwoordigheid van de PVDA op sociale media haar afwezigheid in de traditionele media compenseert. Mevrouw Merckx wil zeker debatteren over verplichte beperkingen op communicatie via sociale media, maar vindt evenzeer dat ook de toegang tot de traditionele media aan bod moet komen. Ze verwijst eveneens naar een analyse van een RTBF-journalist die de aanwezigheid van de partijen in het radioprogramma *Déclic* op het RTBF-net La Première heeft onderzocht. Aan Franstalige zijde wordt de PVDA eveneens het minst vaak uitgenodigd, hoewel de partij sinds de jongste verkiezingen 14 % van de Franstalige kiezers vertegenwoordigt.

Mevrouw Merckx wil niet dat het debat over de partijfinanciering ontaardt in het monddood maken van de oppositiepartijen, die enkel via de sociale media kunnen communiceren. Wat tot slot het verlagen van de salarissen van de mandatarissen betreft, waarover met

par M. Briers, elle rappelle que les mandataires du PTB tiennent à conserver la réalité de la vie des citoyens en percevant un salaire représentatif de celui des citoyens. Elle plaide avec son parti pour un abaissement des salaires des députés et des ministres mais interdire aux mandataires de contribuer à leur parti serait pousser le bouchon un peu trop loin.

Mme Özen Özlem (PS) se réfère à l'ensemble des réunions et auditions relatives au financement des partis. La réflexion relative au financement des partis est déjà bien avancée comme en témoignent les nombreuses propositions de loi qui ont été déposées par tous les groupes démocratiques représentés au Parlement.

Selon Mme Özlem, deux pièces complémentaires sont à verser au dossier. Il s'agit premièrement des 34 recommandations formulées par *We need to talk* et sur lesquelles il y a eu un premier échange avec les représentants du panel citoyen. La seconde pièce est l'étude réalisée à la demande de la commission par les experts de la Commission de contrôle des dépenses électorales. La lecture de ces deux pièces complémentaires permet d'identifier certains points de convergence concernant les aspects à clarifier. Si plusieurs recommandations pourront faire l'objet d'un consensus, d'autres ne manqueront pas de susciter des difficultés pour trouver le point d'équilibre entre les différentes sensibilités politiques. Il ne faut pas minimiser ces difficultés.

À propos de la publicité sur les réseaux sociaux, Mme Özlem rappelle la proposition déposée par le groupe PS. À l'observation faite par Mme Merckx qui justifie les budgets dépensés par le PTB sur les réseaux sociaux en prétextant ne pas avoir accès aux médias traditionnels, Mme Özlem explique qu'il y a d'autres canaux pour se faire connaître que les médias traditionnels et les réseaux sociaux, c'est singulièrement le cas des rencontres sur le terrain et des échanges avec les citoyens.

Mme Özlem rappelle que dans les recommandations et études, on ne parle nullement de la disparition des partis mais bien de la volonté d'encadrer certaines pratiques. À ce titre, la question d'un contrôle efficace lui apparaît centrale.

Bien entendu, chacun ne se retrouvera pas dans toutes les recommandations. Le contour et la portée de certaines d'entre elles – en ce qui concerne, par exemple, le statut juridique des partis, devront être

name de heer Briers het had, herinnert ze eraan dat de PVDA-mandatarissen het belangrijk vinden om voeling te houden met de werkelijkheid waarin de burger leeft en daardoor slechts het loon van de gemiddelde burger krijgen. Samen met haar partij pleit ze voor een verlaging van de lonen van de Kamerleden en van de ministers. Mandatarissen verbieden om bij te dragen in de financiering van hun partij vindt ze echter een brug te ver.

Mevrouw Özen Özlem (PS) leidt uit alle vergaderingen en hoorzittingen over de partijfinanciering af dat men al vrij ver staat met de denkoefening over de partijfinanciering, zoals ook blijkt uit de talrijke wetsvoorstellen van alle in het Parlement vertegenwoordigde democratische fracties.

Volgens mevrouw Özlem dienen twee bijkomende stukken in het dossier te worden meegenomen. Het gaat eerst en vooral om de 34 aanbevelingen die door *We Need To Talk* zijn geformuleerd en waarover een eerste uitwisseling met de leden van het burgerpanel heeft plaatsgevonden. De studie die de deskundigen van de Controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen op vraag van de commissie hebben gevoerd, is het tweede document waarmee volgens haar rekening moet worden gehouden. Uit die twee bijkomende stukken komen bepaalde overeenkomsten naar voren aangaande de nader uit te klaren aspecten. Hoewel over verscheidene aanbevelingen wellicht een consensus zal kunnen worden bereikt, zal het voor andere aanbevelingen dan weer moeilijk zijn om de verschillende politieke gevoeligheden in balans te houden. Die moeilijkheden mogen niet worden geminimaliseerd.

Wat reclame op sociale media betreft, verwijst mevrouw Özlem naar het voorstel dat de PS-fractie heeft ingediend. Tegen de opmerking van mevrouw Merckx als zou haar partij geen toegang tot de traditionele media hebben, waardoor de budgetten die ze spendeert op sociale media gerechtvaardigd zijn, brengt mevrouw Özlem in dat er andere manieren dan de traditionele en de sociale media zijn om bekendheid te krijgen, namelijk ontmoetingen met en dicht bij de burger.

Mevrouw Özlem wijst erop dat de aanbevelingen en studies geenszins gewag maken van het verdwijnen van de partijen, maar wel van de wil om bepaalde praktijken te omkaderen. In het licht daarvan dient het thema van een efficiënt toezicht dan ook centraal te staan.

Het spreekt vanzelf dat niet iedereen zich in alle aanbevelingen zal kunnen vinden. De contouren en de reikwijdte van sommige van die aanbevelingen, op het vlak van de rechtspositie van partijen bijvoorbeeld, zullen

précisés. Est-ce que cela ne risque toutefois pas de couler la participatie dans le marbre alors que c'est un phénomène qui est regretté par certains?

Enfin, à la lumière de ces recommandations et études, Mme Özlem considère que l'important est de trouver les éléments qui font consensus. Il s'agira de garder l'esprit de la loi de 1989 assurant un mécanisme qui garantit l'indépendance des structures politiques par rapport à des intérêts privés. Il faudra travailler cet été pour pouvoir avancer sur des propositions qui puissent recueillir l'assentiment de la plus grande majorité.

M. Maxime Prévot (*Les Engagés*) rappelle les trois réserves qu'il avait lui-même exprimées lors de la présentation des 34 recommandations du panel citoyen *We need to talk*. La première réserve portait sur l'interdiction de dépenser de l'argent pour des activités qualifiées d'aide sociale. Il reconnaît qu'il n'appartient pas aux partis politiques de se substituer aux institutions publiques dont c'est la vocation. Mais il ne faut pas les empêcher de mener des actions à connotation citoyenne, permettant d'éviter que les formations politiques ne soient détachées des problématiques du terrain. M. Prévot déclare qu'il n'est pas rare que des initiatives citoyennes soient motivées par la volonté d'apporter une aide, qui peut aussi être financière, à telle ou telle association. M. Prévot pense qu'il faut être prudent pour ne pas rendre caduques les capacités d'initiatives citoyennes des mouvements politiques eux-mêmes.

La deuxième réserve qu'expriment *Les Engagés* porte sur la limitation stricte au niveau des investissements immobiliers. Si la vocation d'un parti politique n'est pas de devenir promoteur immobilier, M. Prévot pense qu'il faut faire preuve de souplesse pour que les formations politiques qui ne sont pas propriétaires de leur siège puissent, sous couvert d'un investissement immobilier, signer un contrat de location. Il rappelle l'achat d'un petit immeuble qu'avait effectué son parti lors de la vente de son siège historique et le fait d'avoir confié la location de ce petit immeuble à une agence immobilière sociale. Il ne s'agissait donc pas d'un placement pour percevoir de fortes rentes.

La troisième réserve porte sur la Commission d'éthique censée contrôler les communications sur les réseaux sociaux. Toutes les formations politiques sont classées par les excès, les caricatures, la violence et l'agressivité sur les réseaux sociaux. Si tout cela doit être cadré, M. Prévot a un peu de mal à imaginer quel comité de déontologie serait susceptible d'identifier ce qui relève de la propagande politique injuste ou ce qui relève du débat

doivent être verduidelijkt. Dreigt dat de participatie echter niet voorgoed te verankeren, hoewel sommigen dat verschijnsel betreuren?

Tot slot vindt mevrouw Özlem het belangrijk uit die aanbevelingen en studies de elementen te halen waarover een consensus kan worden bereikt. Het zal erom gaan trouw te blijven aan de geest van de wet van 1989 door voor een regeling te kiezen waarbij de onafhankelijkheid van de politieke structuren ten opzichte van de privébelangen wordt gewaarborgd. Men zal nog deze zomer aan de slag moeten gaan, wil men inzake de voorstellen die de instemming van de overgrote meerderheid wegdragen, vooruitgang boeken.

De heer Maxime Prévot (*Les Engagés*) herinnert aan de drie bedenkingen die hij heeft geuit bij de voorstelling van de 34 aanbevelingen van het burgerpanel *We Need To Talk*. Ten eerste heeft hij vragen bij het verbod om geld te spenderen aan activiteiten die als een vorm van hulpverleningsactiviteiten worden beschouwd. Hij erkent dat het niet aan de politieke partijen is om de rol van de overheidsinstellingen op zich te nemen. Men mag hen evenwel niet beletten om acties voor de burger te ondernemen. Op die manier kan worden voorkomen dat politieke partijen hun voeling met de problemen in het veld verliezen. De heer Prévot stelt dat burgerinitiatieven niet zelden zijn ingegeven door de wens om een bepaalde vereniging te ondersteunen, al dan niet met financiële middelen. Volgens de heer Prévot dient men zich ervoor te hoeden dat het vermogen van politieke bewegingen om zelf burgerinitiatieven te nemen wordt gefnuikt.

Het tweede voorbehoud van *Les Engagés* gaat over de strikte beperking op investeringen in vastgoed. Hoewel het niet het doel van politieke partijen is om projectontwikkelaar te worden, dient volgens de heer Prévot een zekere soepelheid te worden gehanteerd zodat politieke partijen die geen eigenaar van hun hoofdkantoor zijn in de vorm van een vastgoedinvestering toch een huurcontract kunnen afsluiten. Hij herinnert aan de aankoop van een klein kantoorgebouw door zijn partij toen die haar historische hoofdkantoor verkocht, en het feit dat zij dit kleine pand aan een sociaal verhuurkantoor verhuurde. De partij was dus niet uit op een stevige huuropbrengst.

De derde bedenking heeft betrekking op de ethische commissie die toezicht uitoefent op de communicatie op de sociale media. Alle politieke formaties worden beoordeeld op hun excessen, karikaturen, geweld en agressiviteit op sociale media. Als dat allemaal moet worden gereguleerd, dan kan de heer Prévot zich moeilijk voorstellen welke ethische commissie in staat zou zijn te bepalen wat oneerlijke politieke propaganda is en wat

d'idées dans le contexte où des idées complexes doivent parfois être raccourcies en message de dix secondes.

À côté de ces trois réserves, Les Engagés sont en désaccord avec deux recommandations. La première est l'obligation de restitution à l'autorité publique des fonds non utilisés en fin de législature. Il se réfère à une pratique qui a parfois lieu dans la fonction publique où par crainte de ne pas recevoir des budgets pour l'année suivante, on s'engage à la dernière minute dans des dépenses superfétatoires pour prouver que ce qui avait été budgété était bien nécessaire. Au contraire, M. Prévot estime que thésauriser ces surplus éventuels pourrait servir à de futures campagnes électorales ou à payer du personnel complémentaire dans des centres d'études. Enfin, l'interdiction de détacher des collaborateurs parlementaires auprès des partis politiques est le deuxième point de désaccord des Engagés. Pour les petites formations, cela n'a pas de sens dans la lasagne institutionnelle belge de ne pas mutualiser les ressources. C'est un principe rationnel selon M. Prévot puisque tous les collaborateurs concourent aux mêmes objectifs.

Les réflexions sont menées dans le cadre de la réforme de la loi de 1989. M. Prévot pense que le renouveau démocratique passera par des changements bien plus essentiels que la question du financement des partis politiques. Cela n'exonère pas ces derniers de mener une réflexion et de moderniser les modalités de financement. Les questions de gouvernance qui heurtent souvent les citoyens trouvent leurs origines dans des enjeux bien plus divers et sensibles que la seule question du financement des partis. Si M. Prévot ne tient pas à sous-estimer cette dernière question, il ne voudrait pas qu'on la surestime non plus en feignant de croire que c'est avec cela qu'on va réanimer le pacte de confiance avec les citoyens. Il se réfère pour le reste à son intervention à la suite de la présentation des recommandations du panel *We need to talk*.

M. Kristof Calvo (Ecolo-Groen) regrette que tous les groupes n'aient pas pris la parole. Il ne faudrait pas accentuer l'ensemble des divergences d'opinion si l'on veut parvenir à un consensus. L'intervenant tient toutefois à rebondir sur certains éléments.

Il existe des arguments en faveur d'un plafonnement des dépenses publicitaires en général, comme le préconise également l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance. L'intervenant n'est toutefois pas favorable à la mise en place d'une Commission d'éthique chargée d'examiner le contenu de ces communications.

een ideologisch debat is in een context waarin complexe ideeën soms moeten worden ingekort tot boodschappen van tien seconden.

Naast die drie bedenkingen zijn Les Engagés het oneens met twee aanbevelingen. Ten eerste gaat het om de aanbeveling om financiële overschotten van partijdotaties aan het einde van elke zittingsperiode aan de overheid terug te betalen. De heer Prévot verwijst naar een praktijk die soms voorkomt bij de overheid, waar uit vrees om voor het volgende jaar geen middelen te krijgen op het laatste ogenblik overbodige uitgaven worden gedaan om te bewijzen dat het begrote bedrag wel degelijk nodig was. De heer Prévot is integendeel van mening dat eventueel opgepote overschotten zouden kunnen worden aangewend om toekomstige verkiezingscampagnes te financieren of om extra personeel voor studiediensten aan te werven. Daarnaast zijn Les Engagés het niet eens met het verbod op de detachering van parlementaire medewerkers naar politieke partijen. Door de institutionele gelaagdheid van België doen kleine partijen er net goed aan hun middelen te bundelen. Volgens de heer Prévot is dit een rationeel principe, aangezien alle medewerkers aan dezelfde doelen meewerken.

De besprekingen vinden plaats in het kader van de hervorming van de wet van 1989. De heer Prévot denkt dat democratische vernieuwing veel wezenlijkere veranderingen vereist dan de kwestie van de partijdotaties. Dit ontslaat hen echter niet van de plicht om na te denken en de nadere regels voor de financiering te moderniseren. De kwesties inzake behoorlijk bestuur die de burger vaak danig ergeren, vinden hun oorsprong in zaken die veel diverser zijn en gevoeliger liggen dan de partijfinanciering. Hoewel de heer Prévot deze laatste kwestie niet wil onderschatten, mag ze volgens hem evenmin worden overschat door te doen alsof dit de manier is om het vertrouwenspact met de burger nieuw leven in te blazen. Voor het overige verwijst hij naar zijn interventie na de presentatie van de aanbevelingen van het panel *We Need To Talk*.

De heer Kristof Calvo (Ecolo-Groen) betreurt dat niet alle fracties het woord hebben gevoerd. Het zou niet passen in de zoektocht naar een consensus om alle meningsverschillen uit te vergroten. Toch wenst de spreker op een aantal elementen te reageren.

Er zijn argumenten om de uitgaven voor reclame in het algemeen te beperken, stelt ook het International Institute for Democracy and Electoral Assistance. De spreker is geen voorstander van de invoering van een ethische commissie die zich over de inhoud buigt.

L'argument selon lequel chaque voix doit compter autant qu'une autre est conciliable, selon le membre, avec l'idée que les petits partis méritent un soutien plus important. Certains groupes proposent de rendre les montants variables dégressifs, mais cette dégressivité déroge au principe selon lequel chaque voix a le même poids. Une autre solution serait d'augmenter la part forfaitaire par rapport à la part variable du financement des partis. Les plus petits partis comme DéFI et Les Engagés font actuellement face à des difficultés. Fixer un montant en augmentant la part forfaitaire par rapport à la part variable permettrait de tenir compte des différents points de vue.

M. Calvo ne sait pas encore au juste si le plafond des dons doit également s'appliquer aux contributions financières des mandataires. Selon Mme Sofie Merckx, il ne peut y avoir de plafond, car les députés du groupe PVDA-PTB veulent pouvoir vivre comme des gens ordinaires. Au sein de Groen également, les contributions financières sont importantes, mais si Mme Sofie Merckx estime vraiment que tout tourne autour du salaire des députés, elle devrait alors restituer les contributions financières versées au parti au contribuable. Comme elle ne le fait pas, elle soutient implicitement un financement des partis par le biais des mandataires. L'intervenant estime que ce type de financement peut et doit être encadré. La transparence est le strict minimum.

Groen propose de plafonner les dépenses publicitaires à hauteur d'un million d'euros par an. Grâce à ce montant, les partis pourront toujours faire campagne librement. Aux Pays-Bas, des députés se sont d'ailleurs effrayés de ce montant, estimant que dans leur pays, les dépenses publicitaires actuelles des partis sont du même ordre et qu'elles seront prochainement rabotées. L'intervenant estime donc que l'idée de fixer un plafond est très raisonnable.

Mme Sofie Merckx fait preuve de nuance et cherche à trouver un consensus, mais aux micros de la RTBF, elle a tout de même reproché un manque de cohérence au MR. Si le groupe PVDA-PTB ne peut s'accommoder d'un plafond d'un million d'euros alors que ce parti préconise le plafonnement des dépenses publiques qui profitent à des multinationales, la cohérence de son discours est bancale.

M. Calvo souligne en conclusion que la réforme est nécessaire. Durant l'été, les députés doivent se pencher sur le travail intéressant réalisé par le panel citoyen. L'intervenant espère qu'une réunion de suivi pourra encore être organisée avant les vacances parlementaires.

Mme Sophie Merckx (PVDA-PTB) tient à rappeler à la commission que les membres du panel *We need to*

Het argument dat elke stem evenveel moet tellen, is volgens het lid verzoenbaar met de gedachte dat kleine partijen meer ondersteuning verdienen. Sommige fracties stellen voor om de variabelen degressief te maken, maar dat stapt af van het principe dat elke stem evenveel telt. Een andere manier is om het forfaitaire aandeel groter te maken dan het variabele deel van de partijfinanciering. Kleinere partijen als DéFI en Les Engagés hebben het momenteel lastig. Door een bedrag vast te leggen, het forfait groter en het variabele deel kleiner te maken, wordt tegemoetgekomen aan de verschillende standpunten.

Het lid is er nog niet uit of het plafond voor giften ook moet worden gehanteerd voor mandatarisbijdragen. Mevrouw Sofie Merckx stelt dat er geen plafond mag komen omdat de parlementsleden van de PVDA als gewone mensen willen kunnen leven. Ook bij Groen zijn de afdrachten aanzienlijk, maar als mevrouw Merckx echt vindt dat alles draait om hoeveel parlementsleden verdienen, dan zou ze de afdrachten aan de partij moeten terugstorten aan de belastingbetaler. Omdat ze dat niet doet, suggereert ze impliciete partijfinanciering via mandatarissen. Daar mogen en moeten grenzen aan zijn. Transparantie is het absolute minimum.

De begrenzing van de reclame-uitgaven die Groen voorstelt, ligt op 1 miljoen euro per jaar. Met dat bedrag kunnen partijen nog steeds vrijuit campagne voeren. Nederlandse parlementsleden schrikken overigens enorm van het bedrag. Zij denken dat de huidige uitgaven 1 miljoen euro bedragen en dat ze binnenkort zullen worden beknot. Een plafond lijkt dus zeer redelijk.

Mevrouw Sofie Merckx drukt zich genuanceerd uit en zoekt naar consensus, maar bij de RTBF verweet ze de MR wel een gebrek aan coherentie. Als de PVDA niet kan leven met een plafond van 1 miljoen euro terwijl de partij pleit voor het plafonneren van uitgaven aan multinationals, loopt het coherente discours mank.

De hervorming is noodzakelijk. In de zomer moeten de parlementsleden zich beraden over het interessante werk van het burgerpanel. Hopelijk kan er nog voor het reces een vervolgspraak worden vastgelegd.

Mevrouw Sophie Merckx (PVDA-PTB) wil de commissie eraan herinneren dat de leden van het panel *We Need*

talk ont demandé à être invités en automne pour que la commission les informe de l'état des lieux. Elle estime important de ne pas manquer ce rendez-vous.

M. Wim Van der Donckt (N-VA) espère que le dossier ne s'enlisera pas dans une opposition entre majorité et opposition. Ce dossier est en effet capital. La coalition Vivaldi doit jouer cartes sur table et chercher à atteindre un consensus, y compris en dehors de ses propres rangs.

Le membre attendait donc davantage de l'échange de vues. Il estime qu'à l'exception de Mme Sofie Merckx, les députés francophones sont restés assez vagues: ils ont dit qu'ils évalueraient les textes en octobre, mais n'ont pas formulé de propositions concrètes sur la réforme de la loi et sur la réduction des dotations accordées aux partis, ce qu'il trouve inquiétant. L'intervenant espère que cela changera avec l'été.

Le rapporteur,

Jan Briers

La présidente,

Özlem Özen

To Talk hebben gevraagd om in het najaar te worden uitgenodigd, zodat de commissie hen kan informeren over de stand van zaken. Ze vindt het belangrijk om deze afspraak niet te missen.

De heer Wim Van der Donckt (N-VA) hoopt dat het dossier niet verzandt in meerderheid versus oppositie. Daarvoor is het immers te belangrijk. Vivaldi moet open kaart spelen en de consensus ook buiten eigen rangen zoeken.

Het lid had dan ook meer verwacht van de gedachtewisseling. Met uitzondering van mevrouw Sofie Merckx bleven de Franstalige parlementsleden eerder vaag. Zij zeiden dat ze de teksten in oktober wel zouden evalueren en kwamen niet met concrete voorstellen over de aanpassing van de wet en het verminderen van partijdotaties. Dat is verontrustend. Hopelijk brengt de zomer verandering.

De rapporteur,

Jan Briers

De voorzitter,

Özlem Özen